

**Arrêté n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/122 du 12 mai 2021  
mettant en demeure la Société SCHÜTZ FRANCE de respecter les prescriptions  
applicables pour son établissement situé Le Buisson Gayet sur le territoire de la  
commune de MARCOUSSIS (91460)**

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Éric JALON, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-PREF-DCPPAT-BCA-241 du 19 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2004.PREF.DAI 3/BE 0168 du 25 octobre 2004 portant autorisation d'exploitation d'installations classées à MARCOUSSIS par la Société SCHÜTZ FRANCE,

VU l'arrêté préfectoral n°2018-PREF/DCCPAT/BUPPE/253 du 12 décembre 2018 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société SCHÜTZ FRANCE pour l'exploitation de l'installation sise au lieu-dit Le Buisson Gayet sur la commune de MARCOUSSIS,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 30 mars 2021, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 16 mars 2021, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 1 avril 2021 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 16 mars 2021, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- le volume de matières plastiques s'élève à 2 700 m<sup>3</sup> alors que le volume maximal autorisé est de 700 m<sup>3</sup>,
- les dispositifs d'évacuation de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés ne sont en conformité dans les halls 01 et 02,
- le système de désenfumage du nouveau bâtiment de stockage n'est en pas conformité, et l'exploitant pas pu justifier que la résistance de la structure et de la toiture était conforme,
- le système de désenfumage du nouveau convoyeur n'est pas en conformité.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1 et 4 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2018 sus-visé,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société SCHÜTZ FRANCE de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La Société SCHÜTZ FRANCE exploitant une installation de fabrication de récipients grand volume (GRV), par extrusion/soufflage de PEHD (récipient du conteneur appelé poche) et cintrage/soudage de tubes métalliques (cage métallique), sise Le Buisson Gayet 91460 MARCOUSSIS, est mise en demeure de respecter :

**dans un délai de SIX MOIS à compter de la notification du présent arrêté :**

- article 1 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2018 sus-visé en mettant en conformité le volume de stockage sur le site,
- article 4 de l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2018 sus-visé :
  - en mettant les dispositifs d'évacuation de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie en commande automatique et manuelle dans les halls 01 et 02,
  - en mettant en conformité le système de désenfumage du nouveau bâtiment de stockage et en justifiant de la conformité de la résistance de la structure et de la toiture,
  - en mettant de la conformité le système de désenfumage du nouveau convoyeur.

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56, avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,  
Les inspecteurs de l'environnement,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société SCHÜTZ FRANCE, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et Monsieur le Maire de MARCOUSSIS.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Benoît KAPLAN